

# Pour une politique publique nationale de santé- environnement au cœur des territoires

## Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

La vague de chaleur extrême qui touche actuellement l'Asie du Sud, et notamment l'Inde et le Pakistan, donne un écho terrible à l'avis qui nous est aujourd'hui présenté.

Ce sujet de la santé-environnement est de plus en plus prégnant dans le débat public, et nous nous félicitons que le CESE se soit saisi de cette question fondamentale. Cette notion permet de balayer la caricature selon laquelle les défenseur-es de l'environnement n'auraient pour but que de placer la nature au-dessus de l'humain ; c'est bien pour nous protéger que nous devons la préserver. Un chiffre du Lancet paru en mai : la pollution aurait été responsable de la mort prématurée de neuf millions de personnes en 2019 dans le monde, principalement à cause de la mauvaise qualité de l'air et des polluants chimiques.

Cet avis, précis et documenté, a pour intérêt d'appréhender ce problème dans sa globalité, et donc d'apporter des réponses à nombreux de ses versants (politique, institutionnel, juridique...). Plus spécifiquement, notre groupe se félicite de la rédaction de la préconisation n°10, qui enjoint à généraliser la mesure de l'impact des politiques publiques sur la santé animale, végétale et humaine au regard d'une globalité d'indicateurs complémentaires : l'espérance de vie en bonne santé, les effets sur les plus pauvres et les inégalités de genre.

Nous avons cru comprendre que les débats en commission n'ont pas toujours été - sans mauvais jeu de mots - une promenade de santé, et nous remercions vivement Isabelle Doresse et Agnès Popelin-Desplanches pour ce travail de grande qualité. Le groupe a voté ce texte.